



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : 2025-0309
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Prélèvements envtx
- Déchets
- Eau de surface
- Plans d'urgence

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.2.2.	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Valeurs limite de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.3.2.	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.3.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.3.7	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Gestion des déchets liés à l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
10	Remise rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
11	Gestion des pollutions – secteur sud	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Captation	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.1.1	/	Sans objet
6	Surveillance renforcée eau souterraine	Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 2.2	/	Sans objet
7	Paramètres surveillance renforcée eau souterraine	Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 2.3	/	Sans objet
8	Surveillance renforcée eau superficielle	Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 3.3	/	Sans objet
13	diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-III et IV	Avec suites, Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	Sans objet
14	stockage des déchets eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
16	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Constats :

Lors de la visite des installations il a été constaté que les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, AIR

Prescription contrôlée :

Caractéristiques des installations de traitement

Cf tableau AP

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation).

Constats :

Les différentes installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes et installations de traitement associées, présentent dans l'établissement sont les suivantes :

- Installations de traitement des événements d'une partie des cuves de la station de détoxification (rejets des tours de désodorisation) - laveur gaz
- installations traitement de surface : 2 laveurs gaz (bâtiment 1 et 1bis) encore en fonctionnement (laveurs gaz du bâtiment 4 détruits lors de l'incendie du 24/02/2024)
- installation de combustion : 2 chaudières gaz, dont une seule fonctionne et une en secours
- Installation d'application de peintures :
 - * une cabine application trempé avec rideau d'eau
 - * une cabine d'application pulvérisation pistolet
 - * local préparation peinture
- four de cuisson des peintures : 2 étuves et 2 fours

L'exploitant indique que :

- une cabine de peinture, mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 3/10/2005 "cabine de peinture au trempé - filtres à charbon actif" a été démantelée
- il n'a plus de cuves de dégraissage par solvants organiques et/ou halogénés avec un traitement par condenseur. Il a une nouvelle cuve de dégraissage en circuit fermé qui ne génère pas de rejets atmosphériques.
- il dispose d'une salle dite "salle EPARGNE" dans laquelle est réalisée une activité d'application de vermis avec une aspiration et munie d'un rejet atmosphérique, pour laquelle les rejets ne sont pas réglementés.

La liste des installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes et des installations de traitement associées figurant dans l'arrêté préfectoral du 03/10/2005 n'est pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Valeurs limite de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques. Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau qui suit. Cf tableau AP
Constats : Les rapports suivants de surveillance des rejets atmosphériques ont été consultés : Rapport DEKRA du 8/06/2023 : <ul style="list-style-type: none"> • Cabine application aeraulique concept : résultats conformes aux VLE • Cabine application OMIA : résultats conformes aux VLE • Dégraissage MEG : dépassement VLE COVNT : moyenne 113 mg/Nm3 pour une VLE à 75 mg/Nm3 • Salle EPARGNE : pas de rejet réglementé Rapport DEKRA du 8/06/2023 : traitement de surfaces <ul style="list-style-type: none"> • Traitement de surface conduit bât 1 : résultats conformes aux VLE • Traitement de surface conduit bât 1 bis: résultats conformes aux VLE • Traitement de surface conduit bât 4 (acides) : bâtiment détruit par l'incendie • Traitement de surface conduit bât 4 (HCN) : bâtiment détruit par l'incendie • Traitement de surface conduit station détoxication : résultats conformes aux VLE Rapport DEKRA 18/11/2024 : <ul style="list-style-type: none"> • Traitement de surface conduit bât 1 : résultats conformes aux VLE • Traitement de surface conduit bât 1 bis : résultats conformes aux VLE • Traitement de surface conduit station détoxication : résultats conformes aux VLE

- Cabine application aeraulique concept résultats conformes aux VLE
- Cabine préparation OMIA :résultats conformes aux VLE
- Chaudière Gaz : 1 seule chaudière : résultats conformes aux VLE
- Conduit commun application rideau d'eau + 2 cuves peinture au trempé : résultats conformes aux VLE
- Dégraissage MEG : non conforme à la VLE dépassement VLE COVNT : moyenne 216 mg/Nm3 pour une VLE à 75 mg/Nm3
- Etuve 1 résultats conformes aux VLE
- Salle EPARGNE : pas de rejet réglementé

A noter que selon l'exploitant, l'installation Dégraissage MEG ne dispose pas de rejet atmosphérique. Néanmoins, il n'a pas été en mesure de préciser où a été réalisé le prélèvement. L'exploitant a indiqué que l'établissement dispose de 4 fours de cuisson de peinture, mais seule l'étuve 1 a fait l'objet d'une analyse en 2024. La salle préparation des peintures n'a pas fait l'objet d'un contrôle de surveillance des rejets aqueux.

Une seule installation de combustion a fait l'objet d'un contrôle de surveillance en 2024.

La liste des points de rejets nécessitant d'être mise à jour (cf point de contrôle précédent), la surveillance des rejets atmosphériques n'est pas exhaustive sur l'ensemble des points de rejets. Au regard des rapports de surveillance, l'installation dégraissage MEG ne respecte pas la VLE en COVNT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, AIR

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans le tableau qui suit :
Cf tableau AP

Constats :

Les installations de traitement de surface font l'objet d'une surveillance annuelle.

<p>L'installation de traitement des événements d'une partie des cuves de la station de détoxification (rejets des tours de désodorisation) fait l'objet d'une surveillance annuelle.</p> <p>Les chaudières font l'objet d'une surveillance triennale.</p> <p>Les installations d'application et de cuisson des peintures et les cuves de dégraissage par solvants organiques et/ou halogénés (dont l'exploitant indique qu'elles n'existent plus, mais dont l'information doit être portée à monsieur le préfet de Loir-et-Cher) ne font pas l'objet d'une surveillance trimestrielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Plan de gestion des solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.2.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, AIR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant met en place un plan de gestion de tous les solvants utilisés, mentionnant notamment la nature, la consommation, les sorties et les émissions diffuses des solvants des diverses installations.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au travers de la déclaration GERE 2023, l'exploitant a déclaré une consommation annuelle de solvants de 2.386t. Néanmoins, en inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier cette quantité consommée.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas un plan de gestion de tous les solvants utilisés, mentionnant notamment la nature, la consommation, les sorties et les émissions diffuses des solvants des diverses installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance renforcée eau souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : <p>Sur l'année 2025, l'exploitant procède à un suivi renforcé de la qualité des eaux souterraines, post incendie, à fréquence au moins trimestrielle qui consiste au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance des eaux souterraines mis en place.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'il a bien pris en compte les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/02/2025, qui ont été transmises à son prestataire (offre en conséquence consultée par l'inspection) qui réalise les prélèvements pour intégrer ces mesures complémentaires lors du prochain prélèvement. Celui-ci est prévu le 2 juin 2025. Les suivants auront lieu en septembre et décembre. Le dernier prélèvement a été réalisé le 17/02/2025.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Paramètres surveillance renforcée eau souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : <p>Sur l'année 2025, les paramètres suivants sont ajoutés à la surveillance des eaux souterraines : Cf tableau</p> <p>Si la concentration en AOF dépasse 50 g/l, l'exploitant procédera à une recherche de substances perfluorées dont la liste minimale sera proposée par l'inspection des installations classées, afin d'identifier les substances à l'origine de cette concentration.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'il a bien pris en compte les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/02/2025, qui a été transmise à son prestataire qui réalise les prélèvements pour intégrer ces mesures complémentaires lors du prochain prélèvement. Celui-ci est prévu le 2 juin 2025. Les suivants auront lieu en septembre et décembre. Le dernier prélèvement a été réalisé le 17/02/2025.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance renforcée eau superficielle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2025, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une fréquence au moins trimestrielle, au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon au niveau de chacun des points de surveillance des eaux superficielle cités à l'article 3.2. Les prélèvements et les analyses des eaux prélevées sont réalisés par un laboratoire agréé dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur, notamment de la norme NF-X31-615, et les fiches de prélèvements doivent être scrupuleusement remplies à chaque campagne.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il a bien pris en compte les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/02/2025, qui a été transmise à son prestataire qui réalise les prélèvements pour intégrer ces mesures complémentaires lors du prochain prélèvement. Celui-ci est prévu le 2 juin 2025. Les suivants auront lieu en septembre et décembre. Le dernier prélèvement a été réalisé le 17/02/2025. Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des déchets liés à l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.
Constats : <i>Constat de la visite du 14/10/2024 :</i> L'exploitant n'a pas terminé l'évacuation des déchets liés au sinistre dans des filières autorisées.

Lors de la dernière inspection il restait 1527 m3 d'eau polluée sur le site. Les évacuations se sont poursuivies, mais il restait 550 m3 pour lesquels un dégazage et neutralisation des GRV contenant un nuage de gaz HCN devait être réalisé avant enlèvement.

Ces opérations de dégazage ont eu lieu au premier trimestre 2025 et sont terminées.

Les enlèvements ont repris mi mars à raison de 2 à 3 pompages par semaine, pour une quantité de 25 m3 par pompage.

Le jour de l'inspection il restait 384 m3 d'eau polluée sur le site dont 90 m3 stockées dans 3 rétentions mobiles de 30 m3 présentes sur le site.

L'exploitant indique que la totalité des eaux polluées présentes sur le site devrait être évacuée d'ici fin avril.

L'exploitant n'a pas terminé l'évacuation des déchets liés au sinistre dans des filières autorisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Remise rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, rapport accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, [...] un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le

sinistre.

Constats :

Constat de la visite du 14/10/2024 :

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées son rapport d'accident définitif. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier de la finalisation des actions mises en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024.

Le rapport d'accident a été transmis à l'inspection le 12/03/2025.

Celui-ci fait figurer les actions à mettre en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024 et les échéances associées.

En effet, l'exploitant a déjà mis en œuvre des actions pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024, à savoir :

- l'installation de sondes de température au niveau des tours d'aspiration avec un asservissement de ces sondes de température avec la détection automatique d'incendie. Les justificatifs de travaux ont été transmis à l'inspection.
- l'installation de capteurs de températures sur les moteurs d'extraction asservi à l'arrêt du moteur en cas d'échauffement : les justificatifs de la commande pour réalisation des travaux ont été présentés. Ces travaux nécessitent l'arrêt total de l'activité, ils seront donc planifiés pendant l'arrêt estival.
- l'armoire de commande des ventilations sera placée à l'extérieur des bâtiments. Celle-ci sera équipée d'un report d'information des sondes de température de ventilation : les justificatifs de la commande pour réalisation des travaux ont été présentés. Ces travaux nécessitent l'arrêt total de l'activité, ils seront donc planifiés pendant l'arrêt estival.
- projet d'installation de caméras infrarouges dispersées dans l'usine pour détection des points chauds : l'objectif est de passer la commande sur 2025
- la mise à jour de l'EDD : le rapport a été transmis par le prestataire à l'exploitant qui a indiqué en faire une dernière relecture avant transmission à l'inspection. Cette EDD sera accompagnée d'un plan d'action de déploiement des MMR
- le changement des carters plastiques par un carter inox sur la totalité des capots. Les justificatifs de travaux ont été transmis à l'inspection.
- l'installation de clapets coupe-feu dans les gaines d'aspiration : l'exploitant indique avoir eu du mal à trouver un prestataire à même d'intervenir dans l'environnement de l'établissement. Néanmoins il a trouvé un prestataire pour lequel il attend la transmission de l'offre. L'objectif est de passer la commande sur 2025
- les travaux sur la plateforme d'aspiration au niveau de l'étang : travaux réalisés en janvier 2025, il reste la pose de l'enrobée sur l'air de pompage. Ces travaux devront être réceptionnés par le SDIS.

L'exploitant doit justifier de la finalisation des actions mises en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Gestion des pollutions – secteur sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de l'état des milieux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site et sur les milieux, la société AALBERTS (ex DEC) réalise un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats comportant à un minima les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...) ; • une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ; • Des campagnes de mesures sur le terrain (sur site et hors site), visant à déterminer la nature et la teneur en polluants dans les milieux et l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations. La société AALBERTS (ex DEC) proposera dans un document intermédiaire un programme d'investigations complémentaires à réaliser. Ce document précisera et justifiera notamment le nombre et les caractéristiques (profondeur, nappe captée, localisation,...) des nouveaux piézomètres à mettre en place et des prélèvements de sol, le cas échéant. <p>Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 14/10/2024 :</i></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection son rapport complété relatif au diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats. Ces compléments doivent comporter les éventuelles mesures de gestion proposées par l'exploitant</p> <p>Le Rapport RAMBOLL INVESTIGATIONS ENVIRONNEMENTALES COMPLEMENTAIRES (Référence</p>

<p>REH2024N02368-RAM-RP-1 Janvier 2025) a été transmis à l'inspection le 14/03/2025.</p> <p>Ce rapport conclut que "Les investigations complémentaires de la zone Sud ont ainsi permis de délimiter verticalement l'impact en COHV dans les sols et les eaux souterraines. Cette délimitation permettra la réalisation d'un Plan de Gestion plus adapté ciblant la zone à traiter de manière plus précise. La délimitation de l'extension horizontale de l'impact, de par les contraintes techniques (présence de réseaux enterrés au droit du chemin des roses), n'est cependant pas établie vers l'est au niveau de la bordure sud-est du site."</p> <p>Il est donc attendu le plan de gestion en suivant les conclusions du rapport. L'exploitant indique que celui-ci est en cours de rédaction par son bureau d'études et sera présenté à l'inspection d'ici la fin du premier semestre 2025.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les mesures de gestion proposées associées au diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats, lié à la pollution historique zone sud.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat visite du 14/10/2024 :</i></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport faisant suite aux sondages et analyse des sols réalisés au droit de l'ancien bâtiment 4.</p>

Le rapport RAMBOLL MémoRAMBOLL Résultats des investigations post-sinistre sur le site de Cormenon (ref : REH2024N02336-RAM-ME-1) en date du 13/12/2024, a été transmis à l'inspection. Au regard des résultats, des investigations complémentaires sont recommandées par le bureau d'études. Celles-ci visent à délimiter les zones polluées (notamment en nickel autour du sondage Si03 présentant les concentrations les plus élevées) dans les sols. Il conviendra également, une fois l'étendue de la zone impactée connue, que l'exploitant propose les mesures de gestion associées.

Par courrier préfectoral du 28/02/2025 il a été demandé à l'exploitant la mise en œuvre des investigations complémentaires sur site pour délimiter les zones polluées suite à l' incendie dans un délai de 2 mois.

Lors de l'inspection, l'exploitant a justifié avoir eu l'accord de l'expert en assurance pour lancer cette commande en date du 31/03/2025. La commande pour la réalisation de ces travaux va donc être lancée. L'offre proposée par le prestataire a été présentée à l'inspection.

Par ailleurs, des travaux de terrassement sont en cours sur le site, dans le cadre d'un projet de construction d'un nouveau bâtiment. Ces travaux n'impactent pas la zone autour du sondage Si03. Les investigations complémentaires pourront donc être réalisées.

En revanche dans le cadre de ces travaux, des excavations de terre ont été réalisées à proximité du sondage Si11, au droit de l'ancienne station d'épuration, qui présentait des concentrations élevées en cyanures totaux. Ces terres ont fait l'objet d'analyses et ont été évacuées (pour un volume de 460 tonnes) en installation de stockage de déchets dangereux. L'exploitant a présenté les BSD correspondants.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport faisant suite aux investigations complémentaires sur site pour délimiter la zone polluée suite à l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport faisant suite aux investigations complémentaires sur site pour délimiter zone polluées suite incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-III et IV

Thème(s) : Risques chroniques, Impact sanitaire

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

III - Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

[...]

IV - Au regard des conclusions du paragraphe III, l'exploitant propose au Préfet et à l'inspection des installations classées des mesures de gestion dont l'objectif est de supprimer les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels.

Constats :

Constat de la visite du 14/10/2024 :

L'exploitant doit transmettre les résultats des investigations complémentaires et proposer au Préfet les mesures de gestion visant à supprimer les impacts sanitaires et environnementaux issus de l'incendie du 24 février 2024.

Le rapport RAMBOLL investigations hors-site complémentaires et mise à jour de l'IEM (ref : REH2024N02336-RAM-RP-3)- décembre 2024 a été transmis à l'inspection.

Au regard des résultats environnementaux hors site, il n'est pas mis en évidence de pollutions des sols et des eaux de surface qui seraient en lien avec l'incendie du 24 février 2024.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : stockage des déchets eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet
- les déchets conditionnés en emballages ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs et soient stockés dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
- En particulier, les aires d'entreposage provisoire de déchets dangereux sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Constats :

Constat de la visite du 14/10/2024 :

Les GRV de stockage d'eaux polluées issues des eaux d'extinction d'incendie et d'eau pluviale ne portent pas une identification de la nature du déchet qu'ils contiennent.

En outre, la capacité de rétention associée à ce stockage est insuffisante.

Lors de la visite du site il a été constaté que les GRV de stockage d'eaux polluées issues des eaux d'extinction d'incendie portent une identification de la nature du déchet qu'ils contiennent.

Au jour de l'inspection il restait 290 m3 d'eau polluée stockée en GRV de 1 m3.

La rétention globale du site, d'une capacité totale de 520 m3 ; est bien supérieure à 50% du volume stocké.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié)

Constats :

Constat de la visite du 14/10/2024 :

Les eaux rejetées au milieu naturel présentent des dépassements récurrents de la valeur limite d'émission prescrite en concentration pour le paramètre Fer.

Constats réalisés lors de la visite du 03/04/2025 sur la base des éléments mis à la disposition de l'inspection suivants : autosurveillance interne : rapport SYPAC d'analyse hebdomadaire 2024 et 2025 semaines 01 à 09 et tableau de suivi d'autosurveillance interne journalière.

Les concentrations mesurées en fer présentent des dépassements de la VLE prescrite pour ce paramètre (à raison de 5 semaines sur 17 semaines de suivi), avec un maximum à 0,18 mg/l pour une VLE à 0,1 mg/l. Les VLE en flux journaliers sont respectées. Un dépassement ponctuel en cyanures libres à 0.025 mg/l pour VLE 0,01 mg/l est également relevé S41 2024.

Les résultats sur la période d'octobre 2024 à avril 2025 ne mettent pas en évidence de dépassement en nickel et en phosphore. A noter que ces paramètres présentaient de nombreux dépassements avant l'incendie du 24 février 2024.

Au regard de l'amélioration de la qualité des rejets sur la période, de l'absence d'utilisation du nickel par l'exploitant depuis l'incendie du 24 février 2024, et considérant l'avis de l'agence de l'eau qui avait indiqué à l'exploitant que l'objectif de conformité doit être orienté en priorité sur les paramètres toxiques comme le nickel et le phosphore, **il est proposé de ne pas recouvrir l'astreinte sur la période d'octobre 2024 à avril 2025.** A noter que les concentrations en fer n'ont pas les mêmes conséquences sur le milieu aquatique que le nickel ou le phosphore.

Constat : Les eaux rejetées au milieu naturel présentent des dépassements ponctuels de la valeur limite d'émission prescrite en concentration pour le paramètre Fer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Constat de la visite du 14/10/2025 :

L'état des stocks ne permet pas de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier il ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, réellement présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Lors de l'inspection du 03/04/2024, l'exploitant a présenté à l'inspection un fichier, interconnecté à l'ERP qui lui permet de disposer d'un état des stocks faisant figurer les quantités de produits stockés au sein de chaque zone d'activités ou de stockage en lien avec les rubriques ICPE.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite